

L'ETUDIANT MARXISTE

Une morale vraiment humaine, supérieure aux antagonismes de classes et à leur survivance, ne sera possible que dans une société qui aura, non seulement dépassé, mais encore oublié par la pratique de la vie, l'opposition des classes.

ENGELS

Correspondance : Yvette Van Oppens, 65, rue Paul Lauters, Ixelles-Bruxelles - Compte ch. 27.19.63

A bas le fascisme ! Vive le libre-examen !

Les controverses politiques ou philosophiques qui surgirent de tout temps au sein de l'opinion estudiantine à l'U. L. B. se sont toujours développées sous le signe de la dignité et du respect des opinions d'autrui. Et pourtant, l'on sait combien vives furent souvent ces controverses et combien animés les débats qui y furent consacrés.

Car, sans doute, la conception de la vie qui nous est propre, à nous étudiants marxistes, diffère assez de celle de nos camarades libéraux. Sans doute avons-nous quelque peine à nous mettre d'accord avec nos camarades socialistes au cours de nos réunions communes.

Mais il est une chose certaine : c'est que, jusqu'ici, nos plus ardentes discussions n'eurent jamais d'autre mobile que le désir de rechercher la vérité et que jamais nous n'avons songé vouloir imposer par la force une doctrine à nos contradicteurs.

Les différents cercles estudiantins vivaient fraternellement côte à côte dans une atmosphère de loyauté digne des principes dont se réclament les étudiants de notre U. L. B.

Ces principes ne sont sans doute pas ceux de ces messieurs de la Légion Nationale qui voudraient imposer par la terreur leurs idées obscurantistes.

La Légion Nationale, sous prétexte de défendre « l'ordre et la patrie », constitue une troupe de choc au service de la bourgeoisie pour étouffer les libertés ouvrières.

On se souvient comment nos patriotiques légionnaires firent, dès 1928, leurs offres de service au Comité Central Industriel.

Dans une lettre publiée depuis lors dans la presse socialiste, lettre à caractère « extra-confidentiel », bien entendu, la Légion se déclarait entièrement d'accord avec le « vaste programme d'action » du Comité Central Industriel, proposait d'entretenir avec celui-ci des relations secrètes et se mettait à sa disposition pour se battre contre les ouvriers. Tout cela moyennant finance, s'entend.

Grâce à ces ressources, la Légion ouvre des casernes, les remplit d'armes (avec l'approbation de M. Devèze) et achète pour quelques francs des chômeurs égarés, chargés de faire leur sale besogne.

Et ce sont ces mercenaires qu'on envoya l'autre matin distribuer à l'Université des tracts destinés à propager les nobles idées de leurs maîtres.

Les étudiants, unanimes, réagirent comme il le fallait.

Le Comité de Défense Antifasciste (Etudiants Socialistes et Marxistes) riposta aussitôt par un tract qui dénonçait « cette utilisation par des étudiants contre d'autres étudiants de provocateurs étrangers à nos milieux ».

Nos camarades libéraux se joignirent à nous pour organiser un grand meeting antifasciste de front unique qui se tint à la Maison des Etudiants.

Des étudiants de toutes tendances, unis

par la même hostilité aux principes fascistes, remplissaient la salle.

Fernand Hirsch, président du Libre-Examen, ouvrit la séance.

Trois étudiants : les camarades Wauters, pour les libéraux, Housiaux, pour les socialistes et Joye pour les marxistes, représentaient leurs cercles respectifs.

Trois « anciens » des mêmes tendances, les camarades Houtman, Drapier et Lejour, avaient tenu à apporter leur collaboration à cette manifestation fraternelle. Tous furent unanimes à clamer que les fascistes ne seraient jamais chez eux à l'U. L. B.

L'ordre du jour suivant fut voté à l'unanimité :

« L'Association Générale des Etudiants de l'U. L. B., conviés le 20 mars 1934, à la Cité universitaire, par d'anciens étudiants et étudiants libéraux, socialistes et marxistes,

» Ayant pris connaissance de l'organisation et de l'action de la Légion universitaire, groupe de la Légion Nationale ;

» Considérant que les buts et les moyens de ce groupement sont en contradiction flagrante avec l'idéal de liberté et de démocratie ;

» Engagent leurs camarades à défendre et à propager le libre examen, tant à l'U.L.B. qu'au dehors et à combattre sans trêve toute organisation défendant des idées en contradiction avec ces principes. »

Le lendemain, les fascistes, furieux d'un pareil accueil, vinrent distribuer des tracts vitupérant contre le « Comité révolutionnaire rouge de défense antifasciste » (sic).

Mal leur en prit. Les étudiants ripostèrent immédiatement en leur arrachant leurs tracts qui furent brûlés dans les couloirs.

Les étudiants, unanimes, leur montrèrent qu'ils ne se laisseraient pas docilement envoyer dans des camps de concentration par ces aspirants hitlériens, qu'ils employeraient la violence pour se défendre, puisqu'il le fallait. On ne discute pas avec des chiens enragés. On les empêche de mordre.

Camarades, cette leçon ne doit pas être perdue.

Si nous voulons que l'atmosphère de notre U. L. B. reste pure, il ne faut pas y laisser s'infiltrer une goutte du poison fasciste.

Gardons intacts nos traditions de liberté d'examen. Veillons !

Dans une société basée sur la puissance de l'argent, où les masses laborieuses végètent dans la misère et où une poignée de riches cultive le parasitisme, il ne peut y avoir de « liberté » véritable, réelle...

LENINE

DEUX DE NOS CAMARADES CONDAMNÉS

NOS CAMARADES PAUL LAMBELIN ET RENE HEUCHAMPS VIENNENT D'ETRE VICTIMES DE LA VAGUE DE REPRESSION QUI, DEPUIS QUELQUE TEMPS DEJA, FRAPPE CRUELLEMENT DE NOMBREUX MILITANTS REVOLUTIONNAIRES.

LE CAMARADE LAMBELIN, ARRETE AU COURS DE LA MANIFESTATION DES ETUDIANTS CONTRE LE PROCES DE LEIPZIG, VIENT D'ETRE CONDAMNE A HUIT JOURS DE PRISON AVEC SURSIS.

LE CAMARADE RENE HEUCHAMPS, ARRETE AU COURS DE LA MANIFESTATION CONTRE LA LEGION NATIONALE, A ETE CONDAMNE A HUIT JOURS DE PRISON « SANS SURSIS ».

CECI PROUVE A SUFFISANCE QUE LA BOURGEOISIE CHANCELANTE CHERCHE A FRAPPER TOUS CEUX QUI PROTESTENT CONTRE L'ODIEUX REGIME QU'ELLE NOUS IMPOSE PAR LA FORCE DE SES GENDARMES ET DE SES FLICS.

CE N'EST PAS LA PREMIERE FOIS QUE DES MEMBRES DE NOTRE FEDERATION SONT ENVOYES EN PRISON PAR DECISION DE LA JUSTICE DE CLASSE. NOUS SAVONS QUE CE N'EST PAS LA DERNIERE. MAIS LA BOURGEOISIE SE TROMPE SI ELLE PRETEND, PAR CES MOYENS, NOUS EMPECHER DE MENER NOTRE ACTION. SANS NOUS LAISSER INTIMIDER PAR CES MESURES, NOUS POURSUIVONS SANS DEFAILLANCE LA VOIE QUE NOUS NOUS SOMMES TRACEE.

Pour nos sections d'Etudiants Marxistes

MENS SANA IN CORPORE SANO

Ne laissons pas cette formule à l'usage exclusif des sportifs.

Il est temps et grandement temps pour nous, étudiants révolutionnaires, de l'appliquer dans nos organisations.

Tout groupement politique représente certains intérêts économiques en jeu. Si ce groupement s'obstine, par une sorte d'inertie, à mener le combat suivant les anciennes méthodes et ce malgré les changements et évolutions manifestes des causes qui ont déterminé ces méthodes, il cesse de répondre à son but et va à sa perte certaine.

Le carré, la colonne d'infanterie, la charge par des régiments entiers de cavalerie étaient d'excellents moyens de défense, de transport rapide et d'ébranlement puissant dans les batailles napoléoniennes. Le stratège qui s'aviserait d'employer ces méthodes aujourd'hui, verrait ses troupes décimées longtemps avant d'atteindre l'ennemi.

Pourquoi ? Parce qu'il y a un fait nouveau — la grande force destructive des armes automatiques. De même on ne peut pas toujours lutter sur l'arène politique avec les mêmes armes et les mêmes procédés. Et, nous répétons, à vouloir perpétuer les vieilles méthodes on va inévitablement à la débâcle.

La forme de combat de la bourgeoisie est actuellement le fascisme.

Et qu'opposons-nous à sa puissance financière, à sa cohérence, à sa discipline ?

De belles et grandes idées et de petites réalisations.

Pas de direction effective, un manque absolu de discipline, la dispersion de notre énergie par la multiplicité des buts visés, une dangereuse absence d'idéologie claire et une mauvaise volonté à délier notre bourse.

Tel est le portrait peu réjouissant mais véridique de la plupart de nos sections.

Ce « laisser aller », ce « désordre poétique » pouvaient, à la rigueur, être excusés pendant les années précédentes. Le champ était libre et il ne s'agissait que d'éveiller les sympathies. Mais maintenant que la bourgeoisie montre les dents et mord, pouvons-nous continuer indéfiniment le travail par ces méthodes ?

Certes, non.

Ou bien, nous y mettrons fin, ou bien, c'est à nous qu'on mettra fin.

Il ne suffit plus de gagner des sympathies, il faut affermir les conquêtes. Il ne suffit plus d'être sympathisant, il faut être combattant. Plus d'absoutes rouges pour une phrase révolutionnaire dite du bout des lèvres. Que diable, on ne vient pas dans une organisation révolutionnaire pour y recevoir des bonbons ou contempler en spectateur impassible le cours des événements.

Dans les batailles à livrer ceux qui n'ont de révolutionnaire que l'étiquette seront pour nous un poids inutile et un frein gênant.

Tous ceux qui ont une vision nette des tâches qui se posent devant nous comprendront qu'il nous faut :

Une activité accrue.

Une concentration des efforts.

Plus de conscience dans notre travail.

Une augmentation du bagage idéologique.

Une contribution financière régulière et efficace.

A la vague fasciste qui déferle, à la menace de guerre, nous devons opposer un corps homogène et fort, organiquement et moralement.

Hors de là, pas de chemin.

V. G. MARTINY

Les événements en marche

Depuis des mois, une prochaine « reprise » dans les affaires était annoncée. Nous avions toujours répondu qu'aucune solution réelle à la crise ne pouvait se trouver dans les cadres du régime capitaliste.

Les événements nous donnent raison.

La bourgeoisie aux abois doit de nouveau avouer sa faillite; ses difficultés s'accroissent avec une vitesse toujours plus grande.

Il y a quelques jours, le Ministre Sap était forcé d'avouer que « l'année 1934 sera lourde pour les finances de l'Etat et pour chacun de nous ». « Je crains, ajoute-t-il, que pour la fin de l'année, chacun comprendra ce que c'est que la crise ».

« La situation budgétaire ne s'est pas améliorée », reconnaît Monsieur Van Isacker, Ministre du Travail.

Et le Gouvernement, aux abois, s'appête à employer les moyens des trésoreries qui chancelent, les moyens autrefois réprouvés par les nations « avancées », c'est-à-dire la spéculation sur les plus basses passions humaines. Des loteries sont envisagées; la vente libre de l'alcool sera de nouveau permise. Outre, bien entendu, de nouvelles diminutions des allocations de chômage et des pensions de vieillesse... sous prétexte que le coût de la vie diminue. (Le « minimum vital » de la famille royale est par contre augmenté de cinq millions.)

De son côté, le patronat belge déclenche une offensive générale contre les salaires. En lutte avec la concurrence étrangère, l'industrie belge voit d'un œil jaloux les bas salaires dont protitent certains capitalismes étrangers. Comme le disait Monsieur Vanderstegen, président de l'Association des Filateurs de Gand : « Ce que l'Angleterre a obtenu par la dévaluation de la livre sterling, nous devons le réaliser par la déflation... l'on (le prolétariat) peut très bien vivre avec des rémunérations réduites de 35 p. c. ».

Pour lutter contre la concurrence japonaise, nos industriels veulent réduire nos ouvriers aux conditions de vie des ouvriers japonais.

La première vague, dirigée contre les mineurs, a été remise d'un mois avec l'espoir que d'ici là les textiles verviétois seraient battus, et que les mineurs, découragés par cet exemple, montreraient moins de combattivité à défendre leur pain.

Le prolétariat est décidé à résister. Il a fallu toute la fourberie de la social-démocratie pour empêcher les textiles de Courtrai de se joindre à la lutte, pour faire rentrer au travail ceux de Gand qui étaient partis en grève. Cela sous le prétexte que les diminutions en question résultaient « du jeu normal des conventions ».

Le seul « jeu normal » dans l'affaire, c'est le soutien direct que la social-démocratie offre à la bourgeoisie, soutien qui éclate au grand jour dans cette lutte.

C'est bien malgré eux que, devant la crainte d'être lâchés par les ouvriers, les « socialistes » ont décidé la grève à Verviers. Ils ne l'ont fait qu'à regret, après que les Peltzer et Cie, dédaigneux de leurs supplications, eurent ouvertement engagé la lutte pour la suppression de leur appareil syndical. Et c'est à regret qu'ils « dirigent » la lutte... de peur de voir les ouvriers effectivement la diriger eux-mêmes.

Ce n'est que quand les communistes eurent fait comprendre aux ouvriers que la grève ne nuisait guère aux patrons tant que ceux-ci pouvaient écouler leurs stocks accumulés, que les chefs syndicaux, après un premier refus, ont permis aux ouvriers du transport d'entrer en grève eux aussi.

Et ces « dirigeants » du prolétariat qui sabotent toute extension du mouvement, qui eux-mêmes diminuent de 10 p.c. les ouvriers de l'usine « socialiste » du Vooruit à Braine-le-Château, multiplient les courbettes et les amabilités envers les affameurs.

Deswaef écrit de longs articles implorant les patrons de respecter « le généreux principe du roulement du travail » (c'est-à-dire la misère généralisée) (cf. : « Peuple » du 9 mars), et s'empresse de reconnaître que pour que « notre » industrie ne soit pas distancée par la concurrence étrangère « il faudra peut-être accepter momentanément quelques sacrifices ». (Cf. : « Peuple » du 18 mars.)

Cette subordination totale de la social-démocratie à la bourgeoisie, se comprend aisément quand on voit par exemple la faillite de la Banque Belge du Travail. Cette banque socialiste, orgueil du P.O.B., joyau du réformisme, devait, d'après ses auteurs, construire un morceau du socialisme dans la société capitaliste.

« Nos usines tissèrent le suaire du capitalisme » se plaisait à dire Anseele.

En réalité, banque purement capitaliste, ne visant qu'au profit, elle s'est trouvée acculée à la faillite, avec la crise d'un régime dont elle faisait partie intégrante.

Ceux qui pouvaient encore douter du rôle de soutien de la bourgeoisie joué par le P.O.B., devront maintenant se rendre à l'évidence. La bourgeoisie ne s'y trompe pas, en tous cas. Les commentaires de la « Libre Belgique », par exemple, sont typiques à cet égard.

« Il aurait suffi de se croiser les bras, se dit notre perspicace journaliste de la « Libre Belgique » et l'on aurait vu crouler tout l'édifice économique élevé par le parti socialiste au prix d'un demi-siècle d'efforts. »

Et pourtant, le Gouvernement, qui tenait ainsi le P.O.B. dans le creux de sa main, a tendu la perche à son adversaire politique.

Pourquoi ?

« La « Libre Belgique » nous l'explique : « On a songé à la disparition pour les socialistes de l'intérêt qu'ils ont à la stabilité sociale. On a songé à tout le profit que les communistes auraient retiré de la débâcle. Et l'on a décidé d'agir. » (« Libre Belgique », 21 mars.)

« Les chefs socialistes ont fait depuis quelques années connaissance avec les difficultés économiques, c'est pourquoi ils ont freiné tant qu'ils ont pu les mouvements irréflectés de leurs troupes » (repris dans le « Peuple » du 28 mars).

On ne pourrait mieux dire. Le désarroi dans les rangs des socialistes est énorme. Les ouvriers sont indignés de ce que leurs syndicats, leurs Maisons du Peuple appartiennent dorénavant à la bourgeoisie; qu'en Belgique celle-ci n'aura guère besoin d'employer des troupes d'assaut pour s'en emparer, mais pourra se contenter d'envoyer l'huissier.

Les chefs socialistes ne savent que faire pour sauver la face. Ils se refusent à rendre des comptes, se plaignent qu'on ait ébruité cette histoire, alors qu'eux avaient toujours laissé les capitalistes tripoter leurs affaires sans rien en dire; ils ajournent l'assemblée de la Banque du Travail et implorent que l'on fasse une fois de plus « confiance aux mandataires ».

De Man, désespéré de voir son « Plan » mis en miettes par la résistance ouvrière, multiplie ses amabilités pour le faire admettre par la bourgeoisie.

Il confère devant ces Messieurs de la Société d'Economie Politique. Il leur assure que le « Plan du Travail » ne tend pas à une réduction de leur profit, mais au contraire à sa stabilisation. (« Peuple », 28 mars). Rien n'y fait, la bourgeoisie se contentera d'employer la social-démocratie pour freiner la lutte des masses. Quant à la fascisation même, la bourgeoisie à ses hommes à elle pour cela, et ne voit aucune nécessité de donner de bonnes places aux « socialistes », si dévoués soient-ils.

En effet, on voit les tendances fascisantes de la bourgeoisie s'accroître et celle-ci s'appêter à sortir du cadre parlementaire et des pas partis traditionnels quand il le faudra.

Les journaux d'extrême-droite (« Nation Belge », « Assaut », etc...) profitent du renouveau de la Banque du Travail pour critiquer le gouvernement.

Ils s'érigent en champions des « épargnants ». Des groupes d'industriels, des associations de commerçants inondent la presse de leurs ordres du jour protestant contre les « complaisances » du Gouvernement actuel envers les socialistes. Crockaert réclame des mesures de salut public.

La « gauche » socialiste est désemparée, elle aussi. Décidément, les droites vont trop fort.

Spaak étale « sa rage et sa honte » sur deux colonnes de l'« Action Socialiste ».

Ce flottement correspond au dégoût très réel des ouvriers socialistes sincères. Pour les retenir, il faut aller à gauche; aussi l'« Action Socialiste » qui, il y a quelques mois encore, n'avait que le mot « redressement » en bouche, lance-t-elle la menace de marcher « sans le P. O. B. s'il le faut ».

Pour la calmer, la droite lui donne en pâture, la décision de limiter à 50.000 francs les cumuls des rétribués du P. O. B. Et de nouvelles menaces de suppression de l'« Action Socialiste » donnent à celle-ci un certain regain révolutionnaire.

Si cela ne suffit pas à retenir les ouvriers dégoûtés, il est probable qu'on ira un peu plus loin, et que nous verrons la scission et la création d'un parti « socialiste révolutionnaire » d'une nuance Deuxième Internationale et demi.

Les partis analogues à l'étranger, par exemple le Parti Socialiste Ouvrier en Allemagne, le O. S. P. (Parti Socialiste Indépendant) en Hollande, et en partie l'I. L. P. anglais ne nous permettent pas d'espérer grand chose de ce côté.

Il faut le dire franchement, la situation est très grave : Les événements marchent à un rythme accéléré. Le prolétariat se trouve à la

veille de combats décisifs. La lutte est d'ores et déjà engagée; elle ne fera qu'augmenter dans les semaines qui viennent.

Le chômage augmente dans des proportions énormes (on constate une augmentation « officielle » de 100.000 chômeurs depuis novembre, ce qui porte le chiffre à 390.000. Or, énormément de chômeurs sont exclus depuis les arrêtés-lois; le chiffre réel doit approcher de 600.000).

La bourgeoisie n'en sort plus. Il lui faut tout mettre en œuvre pour écraser le prolétariat, pour en finir avec la résistance qu'offrent les ouvriers à ceux qui veulent voler leur pain.

Au prolétariat de comprendre que la lutte à mort est engagée; qu'il doit vaincre sous peine d'être vaincu. Et que ce n'est qu'en luttant qu'il vaincra. La faillite du P.O.B. est la faillite d'une méthode, celle de l'oubli de la lutte des classes. Que le prolétariat d'ici le comprenne à temps. Instruit par l'expérience allemande, qu'il ne se laisse pas aller, par désespoir, à croire aux promesses de nos aspirants fascistes. Qu'il suive la voie de la lutte constante et implacable contre l'ennemi de classe; celle qu'ont suivie jusqu'à la victoire les ouvriers de Russie. Tous ensemble dans la lutte.

L'EXPANSION ARABE

La doctrine du matérialisme historique n'a cessé, jusqu'à ce jour, de rencontrer bon nombre de détracteurs dont la plupart, tout en la reconnaissant partiellement vérifiée par l'expérience, protestent contre la valeur trop exclusive que ses défenseurs prétendent lui attribuer.

Sans doute, le déterminant économique n'apparaît-il pas toujours clairement à l'examen de certains faits historiques, mais une analyse quelque peu détaillée de ces faits, une connaissance approfondie des sources auxquelles l'histoire permet de se référer, arrive presque toujours à mettre en lumière l'infrastructure économique dont certains croient pouvoir nier l'existence.

Parmi beaucoup d'exemples invoqués par les adversaires du matérialisme historique à l'appui de leur critique, il n'en est peut-être pas d'aussi fréquemment rappelés que celui de l'expansion foudroyante de l'islamisme au VIIe siècle. Les historiens bourgeois ont donné de cet événement des explications diversement erronées. M. Labriola y voit un problème « insoluble ». M. Anciaux, dans son « Traité d'Economie Politique », cite le fait, parmi quelques autres, destinés à infirmer la thèse matérialiste.

Sans prétendre résoudre une question qui, pour être traitée comme il le faudrait, nécessiterait une place singulièrement plus large que celle dont nous disposons ici, nous tâcherons de mettre en relief un certain nombre de facteurs d'ordre économique qui nous paraissent être à la base de l'expansion arabe.

Si l'on étudie la situation de l'Arabie au VIIe siècle après Jésus-Christ, sous l'angle de la géographie économique, on distingue nettement deux régions : a) la partie S.-O., le long de la mer Rouge (Yemen, Hedjaz) avec les contrées fertiles arrosées par les moussons soufflant de l'Océan Indien; une population riche et très civilisée s'y adonne à la culture des céréales, de la canne à sucre, du café, des dattes, etc.; b) L'intérieur de la péninsule, formée par un immense désert où vit une population nomade et guerrière dont l'unique richesse est faite de chameaux et de purs sang arabes.

La religion des Arabes, jadis naturelle (adoration des astres, etc.), avait subi les influences judaïques et chrétiennes. C'est pourquoi la nouvelle religion mahométane, qui tient à la fois du christianisme, du judaïsme et des anciennes croyances arabes, ne devait pas rencontrer d'obstacles considérables à son développement. Les historiens catholiques ont fortement exagéré l'intransigeance des mahométans en matière de culte, alors qu'au contraire les autorités arabes durent mettre un frein aux conversions massives de la population à la nouvelle religion, ces conversions ayant pour effet de compromettre le budget de l'Etat. En effet, les mahométans jouissaient de certains privilèges en matière d'impôts (quelle analogie avec certaines mesures prises par la N. S. D. A. P. en 1933, sauf que, toutefois, les Arabes furent plus tolérants).

Quant à la guerre sainte, que Mahomet, se-

lon certains auteurs, n'a pas explicitement prêchée, elle a des racines nettement économiques. La perspective de riches butins devait être particulièrement alléchante pour ces beduins de l'intérieur dont nous venons de rappeler la situation matérielle peu enviable.

On attribue généralement au fanatisme religieux les causes des victoires des Arabes sur des ennemis souvent très supérieurs en nombre. A. Müller (« Der Islam im Morgen — und Abendland ») pense que cette explication est insuffisante, car « ce fanatisme ne se généralisa que petit à petit dans leurs rangs : la soif du butin qui, dans les premiers combats, devait remplacer certainement pour une bonne moitié la foi inexistante, ne pouvait se transformer en cette espèce d'enthousiasme mi-religieux qu'à la suite de succès éclatants, en cet enthousiasme qui, par exemple, animait aussi le soldat napoléonien dans son culte pour le petit caporal ».

Les succès des Arabes sont dus, en grande partie, à leur stricte discipline et surtout à la rapidité de la cavalerie. Lefebvre des Noëttes, dans un ouvrage intitulé « L'attelage, le cheval de selle », dit que « c'est en Perse, probablement, que les Arabes prirent l'habitude de l'équitation et connurent l'étrier... La Perse, riche en chevaux, tomba sous leur domination, et c'est alors qu'ils devinrent un peuple de cavaliers. L'évolution fut si rapide qu'en moins d'un siècle leurs escadrons submergèrent l'Afrique et l'Espagne pour ne s'arrêter qu'à Poitiers en 732 ». Les Arabes furent ainsi les premiers en Europe à se servir de l'étrier, qui est d'invention chinoise.

Le même auteur remarque très judicieusement qu'il faut surtout chercher les causes des succès des Arabes chez leurs adversaires : La Perse et Byzance (Syrie, Egypte, Mésopotamie) :

a) La Perse, où régnait la dynastie des Sassanides, était épuisée par les guerres byzantines, des rivalités de palais, une organisation militaire archaïque et ne pouvait opposer une résistance efficace à l'assaut arabe.

b) Byzance, menacée au Nord par les Slaves et les Avars, maintenait péniblement son contrôle sur les vastes territoires de l'Empire Romain d'Orient. Une bureaucratie fastueuse et incapable, des impôts extrêmement lourds, des dissensions religieuses avec certaines contrées du territoire expliquent que les populations de l'Empire, en pleine décadence, accueillirent avec soulagement la venue des Arabes, car « quel que soit le critérium auquel on se réfère, et surtout au point de vue économique, la civilisation des Arabes apparaît comme incontestablement supérieure à celle de la chrétienté ». Perris (« History of War and Peace »).

Tout ceci montre clairement que l'histoire de l'expansion arabe renferme un certain nombre de moments où le facteur économique exerce un rôle prépondérant.

Remarquons que la thèse de J. F. Horrabin, auteur du « Précis de Géographie Economique », selon laquelle « toute l'histoire du Ti-

ANDRE MALRAUX

Le Comité de Rédaction de la F. E. M. rappelle que, par suite de divergences de vues sur la signification qu'il fallait accorder à l'œuvre de Malraux, il avait décidé de faire paraître l'exposé des deux points de vue différents. La thèse du camarade Roger Ledent a paru dans le numéro précédent. Voici l'autre thèse.

L'œuvre littéraire n'est pas une « création pure » sortant toute armée du cerveau de l'artiste.

L'artiste ne surgit pas, comme par hasard, à un moment quelconque, pour créer son œuvre de toutes pièces.

L'artiste exprime les sentiments, les opinions qui existent dans la société où il vit; plus exactement, il exprime les sentiments de la classe dont il fait partie.

La littérature est donc directement influencée par la lutte des classes : lutte des classes elle-même déterminée par la situation économique et politique d'une société donnée.

En retour, la littérature réagit sur la lutte des classes, devenant une arme puissante aux mains des antagonistes.

Rappelons, à ce sujet, avec quelle maîtrise la bourgeoisie révolutionnaire utilisa au dix-huitième siècle la littérature dans sa lutte contre la noblesse.

Aujourd'hui, la bourgeoisie lutte avec acharnement pour maintenir un système qui ne tient plus, pour prolonger sa domination, pour tenter d'arrêter l'évolution qui doit le détruire.

Le prolétariat lutte avec non moins d'acharnement pour renverser un régime qui l'opprime et pour instaurer une société nouvelle qui lui permettra de s'épanouir.

Ne trouvant plus de séve dans la société moribonde qui la porte, la culture bourgeoise s'anémie, se détourne de la vie.

Ses plus belles œuvres sentent la mort (voyez « Le Voyage au bout de la Nuit », de Céline). C'est une culture de condamnés. Se formant dans la lutte, la culture prolétarienne lui succède.

Elle seule a de la valeur aujourd'hui car elle seule a des racines dans un sol fécond : la classe à qui l'avenir appartient. La littérature est donc une arme de classe, répétons-le.

Encore faut-il qu'elle serve vraiment ceux dont elle se réclame.

À l'heure où la lutte de classe s'accroît, où la bourgeoisie redouble ses attaques contre le prolétariat, nous devons nous méfier de certains écrivains « révolutionnaires » qui, loin de soutenir le prolétariat le détournent, consciemment ou non, de sa lutte et risquent de l'engager dans une impasse. Nous ne pour-

rons jamais trop les démasquer. Leurs intentions peuvent être excellentes, mais, en fait, ils sont nuisibles à la révolution. Il ne suffit pas qu'une œuvre prenne la révolution comme cadre, pour ne pas être une œuvre bourgeoise.

Le cas Malraux est typique à cet égard. Malraux aborde la révolution prolétarienne en intellectuel bourgeois. Il la regarde, il s'y intéresse. Mais la révolution reste un spectacle pour lui, spectacle qui le passionne peut-être mais qu'il se contente d'étudier avec un petit air de dilettante.

Le prolétariat qui lutte pour son existence, Malraux l'aperçoit à peine; c'est tout au plus un arrière-plan confus, un décor pour le « drame » qu'affectionne Malraux : le drame des individus qui cherchent à se « réaliser ».

La plupart des intellectuels contemporains de Malraux sont comme lui. La classe dont ils sortent est en train de faire faillite. Cela, ils le voient, ils le sentent. Désaxés, ils cherchent une solution. Incapables de rejoindre le prolétariat, ils ne trouvent pas d'issue et se réfugient dans l'exaltation de leur personnalité, dans le culte de leur nombril.

Coups de la vie qu'ils ne peuvent rejoindre, ils se vengent d'elle en la niant.

Leur « condition d'homme » les obsède, ils ne peuvent la supporter. Avec un orgueil de désespérés, ils veulent être plus forts que cette réalité qui les meurtrit; qui les oublie.

Halluciné par leur propre faillite, ils sont comme des suicidés qui ne pensent plus qu'à faire un beau suicide. Seul leur individu compte encore pour eux, leur individu qu'ils veulent dépasser en se « réalisant ».

Et ils se « réalisent » comme ils le pourront, l'un par le jeu, l'autre par l'opium, un autre par le meurtre, un autre par la révolution.

Drogues différentes pour atteindre le même but négatif : « échapper à la condition humaine... être un dieu ».

La Révolution se ramène pour Malraux aux actes de quelques « héros » angoissés. Pour eux la Révolution est un moyen d'évasion qui permet à l'individu de « mourir le plus haut possible ».

Romantiquement désespérés, ils ne trouvent goût à la vie qu'en la pimantant d'un danger incessant de la mort. Comme déjà Garine dans les « Conquérants », ils sont incapables « de donner à une forme sociale, quelle qu'elle soit leur adhésion ». Ils seront révolutionnaires quand la révolution montera... et après, ils seront Dieu sait où, n'importe où, obsédés comme toujours par le besoin de se chercher.

Anarchiquement, en petits bourgeois déçus, ils ne verront pas dans la révolution un moyen de remplacer une société pourrie par une société saine; pour eux, la révolution sera un but en soi; ils détruiront pour le plaisir de détruire. Parce que, comme Garine, « ils ne tiennent pas la société pour mauvaise, pour susceptible d'être améliorée, ils la tiennent pour absurde ».

Le révolutionnaire marxiste n'a rien du névrosé décrit par Malraux.

C'est un homme normal qui a ses pieds solidement posés dans la réalité. Sa condition d'homme ne l'a jamais tracassé; homme il est, solidaire des autres hommes de sa classe, lié à eux, à leurs intérêts, à leur lutte pour la vie, pour le pain.

Car la lutte du prolétariat est une lutte pour le pain et pour la vie avant d'être une lutte pour la « dignité ».

Il est homme et ça ne le dérange pas, pas plus que ça ne dérange un arbre de ne pas être plus que toute la forêt.

Il est homme, un point, c'est tout. Révolutionnaire, il l'est, et en ceci il est supérieur aux autres hommes de sa classe; en ceci il est plus clairvoyant, plus énergique, plus courageux. Mais cette supériorité ne lui donne pas l'envie de se placer au-dessus des autres hommes; elle ne lui donne que le devoir de se mettre à leur tête pour leur montrer le chemin, les guider dans la lutte.

Cela, il le fait simplement, sans chiqué, sans phrases.

Il a fait, une fois pour toutes, le don de sa vie à la classe ouvrière. Il luttera donc avec ténacité, non pour la gloire, mais pour la victoire. Il n'attendra pas que la révolution soit

la pour être révolutionnaire.

La révolution, il la préparera par un effort quotidien, obscur et nécessaire. La lutte du prolétariat est sa lutte; il la mènera à bonne fin.

S'il tombe en route, un autre, ou des milliers d'autres qui luttent comme lui, le remplacera sans phrases et sans chiqué.

Et quand la révolution sera faite, quand la bourgeoisie sera renversée, la lutte continuera, tenace, quotidienne. La lutte pour empêcher le retour de l'ennemi, la lutte pour construire la vie nouvelle. Cette vie qui apportera à l'homme outre le pain et le travail, la dignité.

Cette lutte a ses littérateurs, des écrivains prolétariens, des vrais ceux-ci, qui ne se con-

tentent pas de regarder le prolétariat lutter mais qui luttent avec lui. Et je ne pourrais trop conseiller aux camarades de lire des œuvres comme « La Semaine » de Lebedinsky ou les « Terres Défrichées », de Cholokov.

Quant à Malraux, il montre, ces derniers mois quelques vellétés de se rapprocher du prolétariat révolutionnaire, de collaborer à sa lutte.

Je lui souhaite de parvenir à se débarrasser de son individualisme d'intellectuel révolté, de participer enfin au combat qu'il regarde depuis si longtemps en étranger.

Soudé au prolétariat, régénéré par lui, peut-être nous donnera-t-il alors une œuvre digne de son indéniable talent.

Marxisme et libre-examen

« A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

(Marx et Engels: Manifeste Communiste).

Bon nombre d'étudiants s'imaginent que le marxisme serait adversaire du libre-examen.

Influencés par des bruits volontairement tendancieux, certains de nos amis croient voir dans le marxisme un « dogme » et s'insurgent contre lui.

Ils craignent que le marxisme ne menace leur liberté de critique.

Cette erreur ne peut s'expliquer que par l'ignorance encore courante chez trop de nos camarades du caractère réel du marxisme.

Loin d'être un dogme, le marxisme est une méthode de recherche scientifique.

Comme tel il repousse, par définition, tout dogmatisme et tout obstacle à la libre critique. Rappelons ce que disait Engels à ce sujet : « Nous repoussons toute tentative faite pour nous imposer un système quelconque de morale dogmatique comme loi morale éternelle, définitive, désormais immuable ».

(Anti-Dühring, tome I, p. 136).

Est-ce à dire que, pour cela, le marxisme doive, à chaque occasion, tout remettre en question.

Il est évident que non. Le marxisme est basé sur quelques constatations bien établies (par exemple l'influence dominante des facteurs économiques sur les sociétés, la lutte des classes, etc.).

Le marxisme, méthode de recherche scientifique, ne passe pas son temps à réexaminer chaque jour ses propres acquisitions.

Faut-il le lui reprocher et crier au dogmatisme, à l'étroitesse ? Ce serait aussi ridicule que de reprocher à l'ingénieur de ne pas remettre en question les mathématiques élémentaires chaque fois qu'il doit construire un ouvrage d'art.

Toute théorie scientifique comporte un certain nombre de principes. Quant à savoir si une théorie scientifique est vraie ou fautive, seuls ses résultats nous permettront de le dire.

Sera considéré comme médecin de valeur celui dont les diagnostics se vérifieront exacts et dont les interventions — chirurgicales s'il le faut — guériront le malade.

C'est pourquoi nous voyons dans le marxisme un merveilleux outil d'analyse et de transformation du monde.

Le marxisme nous permet de comprendre le monde et les événements avec clarté. — Il nous permet de rejeter les préjugés, les idées toutes faites qui pourraient obscurcir notre analyse.

C'est cet examen lucide du monde dans lequel nous vivons qui nous en fait voir les imperfections, qui nous montre les entraves imposées à notre libre développement. C'est cet examen qui nous montre les moyens de remplacer cette société qui nous opprime par une autre qui sera moins imparfaite.

Car nous sommes forcés de constater que, dans la société actuelle, le libre-examen n'est qu'une notion très relative dont ne profite qu'une infime minorité.

Il n'y a pas de liberté pour les dizaines de millions de chômeurs qui sombrent dans une misère toujours plus affreuse.

Il n'y a pas de liberté pour les dizaines de millions d'ouvriers qui vivent avec la crainte quotidienne de se voir priver le lendemain de leur misérable salaire.

La « liberté » absolue n'existe pas. Comme toute autre notion, elle est relative. Car être « libre » absolument consisterait à vivre dans une société et ne pas en dépendre, ce qui est impossible.

C'est pourquoi nous autres marxistes nous voulons changer cette société-ci et en construire une autre où règnera une liberté plus grande.

C'est parce que nous voulons plus de liberté que nous dévoilons impitoyablement l'hypocrisie de la société actuelle, que nous en arrachons les fausses enseignes.

Tant pis si ce que nous voyons choque certains de nos amis qui n'ont pas encore regardé avec assez de lucidité.

Tant pis si nous paraissions trop brutaux, trop décidés.

La lutte des classes, nous ne l'avons pas voulue. Nous en avons constaté l'existence. Et, cela fait, nous avons été obligés de compter avec elle et de prendre position.

Entre les exploités et les exploités, nous n'avons pas hésité.

Et s'il faut parfois être un peu dur avec les exploités, c'est qu'ils n'hésitent pas à être plus durs encore avec nous pour maintenir leur exploitation.

Et c'est aussi pour supprimer à jamais l'exploitation de l'homme par l'homme; et pour assurer enfin à chaque homme le droit de librement examiner.

Nous voyons une vieille société hypocrite en train de crouler.

Nous voyons que la liberté n'y est qu'un leurre destiné à empêcher les opprimés de se jeter bas cette pourriture et de construire une société plus libre.

Nous contribuerons de toutes nos forces à ouvrir les yeux à ces exploités, à leur montrer le chemin à suivre, à les aider à construire un monde nouveau.

Un monde où personne ne sera plus intéressé à cacher la vérité à son voisin.

Un monde où, comme le disait Engels, « il n'y aura plus de distinction de classes, de soucis pour les moyens d'existence individuelle, où il pourra être parlé pour la première fois de liberté humaine véritable, et d'une vie en harmonie avec les lois connues de la nature. »

La Grève des Etudiants

Les étudiants de l'Université de Sofia se sont mis en grève le 12 mars. Avec l'appui de l'organisation révolutionnaire des étudiants bulgares B. O. N. S. S., qui est la plus forte organisation estudiantine en Bulgarie, ils luttent contre les nouveaux examens que les autorités universitaires veulent imposer aux étudiants de la Faculté de Droit. Ils luttent aussi pour la diminution des droits d'inscription et contre le régime policier qu'on instaure dans l'Université.

Le mouvement tend à se développer dans les autres villes et même parmi les écoliers, qui sont, eux aussi, victimes des nouvelles mesures réactionnaires. Une cinquantaine d'arrestations ont été opérées. Plusieurs étudiants ont été déportés dans les points les plus reculés du pays.

La police secrète de Hitler se voit obligée de reconnaître l'activité illégale du Parti Communiste allemand

Quand Hitler est venu au pouvoir il y a un peu plus d'un an aujourd'hui, nous avons vu pas mal de camarades tomber dans un pessimisme sans nom.

Pour eux, ce succès du fascisme marquait l'écrasement de la classe ouvrière. D'après eux, tous les partis ouvriers étaient anéantis pour longtemps. Nous n'avons jamais caché la gravité de la situation créée par l'avènement des nazis en Allemagne.

Mais, dès le début, nous avons soutenu que le prolétariat allemand, dirigé par le parti communiste saurait résister à la terreur et reprendre l'offensive contre ses bourreaux.

On nous a traité d'optimistes béats, d'aveugles volontaires.

Et pourtant les événements sont en train de nous donner raison.

Hitler, qu'on disait si solidement au pouvoir, se sent bien moins à l'aise aujourd'hui qu'il y a un an.

Comme nous l'avions prévu, le fascisme n'a pu apporter aucune solution à la crise profonde de l'économie allemande.

Le danger d'une catastrophe économique et monétaire grandit, danger rendu visible par la ruine des exportations et la situation désastreuse de la balance des comptes allemande.

La confiance en eux-mêmes abandonne les dirigeants fascistes. Ils sentent que cette situation, qui va de mal en pis, ne peut durer. Les masses, lassées de promesses, commencent à réclamer des réalisations que leurs chefs ne peuvent leur donner.

Les masses commencent à s'en émouvoir. Et les nazis se rendent compte du danger, car les masses subissent de plus en plus l'influence de ce Parti Communiste Allemand dont Goering avait dix fois chanté l'extermination.

En effet, au printemps 1933, les Hitler, Goering et Goebels déclaraient à qui voulait l'entendre que le marxisme était « définitivement battu » en Allemagne.

Les nazis « prophétisaient » que dans peu de temps on ignorerait jusqu'au nom du marxisme en Allemagne (!).

Aujourd'hui, dans une interview accordée au correspondant particulier du «Daily Mail», Goering doit avouer que « le danger communiste continue à exister ».

Le rapport de la police secrète d'Etat (Gestapo) nous apporte un témoignage important de cette activité du prolétariat révolutionnaire allemand.

« Bien qu'au cours des derniers mois, constate le rapport de la Gestapo, la police secrète se soit intentionnellement abstenue de publier dans la presse quotidienne des informations sur les actions menées contre le communisme, rien ne justifierait cependant un optimisme concernant une baisse sensible ou même la cessation complète de l'activité illégale des communistes... des indices nous montrent que, dans certaines parties de l'Allemagne, dans les districts industriels, à population dense, on peut observer ces derniers temps une courbe montante de l'activité communiste ».

Le rapport de la Gestapo continue en indiquant les immenses quantités de littérature illégale distribuées chaque jour par les révolutionnaires et insiste sur ce fait que « la propagande communiste trouve un terrain favorable dans le fait que les salaires actuels, notamment ceux des ouvriers travaillant aux travaux d'utilité publique sont à peine supérieurs aux secours de chômage, circonstance que les agitateurs utilisent politiquement ».

Ce rapport confirme ce que nous avions dit: que le fascisme allemand ne pouvant donner de solution réelle aux masses se trouve impuissant, malgré une terreur inouïe, à maîtriser l'héroïsme et l'ardeur du prolétariat.

Le flot révolutionnaire monte en Allemagne. Il triomphera.

CHAPELLERIE BRÜGGEMAN

Seule maison vendant la casquette avec l'écusson déposé par l'A.G.E. pour l'U.L.B.

14-16, rue Plattestein

BRUXELLES-BOURSE

Téléphone : 11.41.34

Spécialité de Pennes, Bérêts, Insignes, etc.

Editeur responsable: Yvette Van Oppens
65, rue Paul Lauters, Ixelles
«Les Arts Graphiques», s.c., 201, ch. de Haecht
Bruxelles III. — Gérant: J. Van Trier

L'Étudiant Marxiste...

lit LE ROUGE ET LE NOIR, assiste aux débats de la Tribune Libre et défend ses idées en prenant la parole au cours de ces débats.

Le Rouge et le Noir Les débats du Rouge Droit d'entrée pour les parait tous les mercredis et Noir ont lieu tous étudiants réduit à UN FRANC les mercredis. DEUX FRANCS

BULLETIN D'ADHESION

Adhérez à la Fédération des Etudiants Marxistes en envoyant ce bulletin et le montant de la cotisation 6, rue Joseph Pavez, Anderlecht.

Nom Prénoms

Adresse Faculté Année d'étude

désire s'affilier à la F. E. M.

désire être abonné à l'« Etudiant Marxiste ».

Montant de la cotisation : 5 fr.

(Signature).

Abonnement « Etudiant Marxiste », 5 francs.
Abonnement de soutien ou de sympathisant : 10 francs.

ERRATUM

L'article sur André Malraux paru en 3e page du présent numéro de notre journal est de notre camarade P. Joye, une erreur de correction ayant fait sauter la signature.

BIBLIOTHÈQUE MARXISTE

1. Marx et Engels, D. Riazanov. 18.—
2. Les questions fondamentales du marxisme, Plekhanov. 18.—
3. La Théorie du matérialisme historique, Boukharine. 37.50
4. L'économie mondiale et l'impérialisme, Boukharine. 18.—
5. Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, Marx. 18.—
6. Marx, homme, penseur et révolutionnaire. 18.—
7. Une époque du mouvement ouvrier anglais (chartisme et trade-unionisme) Rothstein. 30.—
8. Précis d'économie politique (résumé complet du « Capital » de Marx), par Lapidus et Ostrovitianov. 45.—
9. Pages d'histoire, Prokrovski. 18.—
10. La guerre des paysans en Allemagne, Engels. 18.—
11. Lettres à Kugelmann, Marx. 20.25
12. La maladie infantile du communisme, Lénine. 18.—
13. Les questions du léninisme, Staline, tome I et tome II, le volume. 30.—

Etudiants !

Pour connaître les événements mondiaux et l'activité des Partis Communistes,

Lisez :

« LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE » chaque semaine.

« L'INTERNATIONALE COMMUNISTE » tous les 15 jours.

« LES CAHIERS DU BOLCHEVISME » tous les 15 jours.

L'abonnement aux trois périodiques se fait au prix de 10.50 fr. par mois. Vous réalisez ainsi, en vous abonnant, un bénéfice net de 45 fr. par an.

Envoyez autant de fois la somme de 10.50 fr. que de mois pendant lesquels vous désirez vous abonner au :

C. D. L., 29, rue de Ruysbroek, Bruxelles, Compte chèques : Develer Louis, n. 1477.62.

LISEZ LE « DRAPEAU ROUGE » tous les samedis.

Presse Communiste : 1225.95.

Le fascisme à l'U. L. B.

A la suite du meeting organisé le 20 mars dernier, à la Cité Etudiante, contre les manœuvres provocatrices de la Légion Universitaire Belge, le Cercle « Le Libre Examen », l'Association Générale des Etudiants et les trois cercles politiques de l'U. L. B. (Etudiants Libéraux, Socialistes et Marxistes) ont décidé de créer un comité de vigilance qui sera composé de représentants de chacun de ces groupements.

Répression contre le mouvement révolutionnaire

La police vient d'arrêter à Jassy, capitale de la Moldavie, un groupe de 45 intellectuels et étudiants, et les accuse de propagande communiste.

La plupart des prisonniers sont d'origine bessarabienne. Ils étaient à la tête du mouvement antifasciste.

La Sigourantza, naturellement, essaye de grossir l'affaire et annonce la découverte « de plans chiffrés concernant les régiments, les réseaux téléphoniques, etc. »

Disons que, malgré la répression, la propagande révolutionnaire pénètre jusque dans les plus petits villages.

La police fait grand bruit d'une prétendue découverte faite dans un petit village de Bessarabie.

Dans une menuiserie, l'aide mécanicien, un jeune homme de 18 ans, a été tué au cours de son travail. Dans la perquisition, on trouva sur lui de nombreux manifestes communistes.

A Galatz vient de se terminer par de lourdes condamnations le procès d'un groupe de communistes, accusés d'avoir distribué des tracts révolutionnaires dans les maisons ouvrières.

A Cernovitz, la police a arrêté un groupe de 40 intellectuels, accusés de propagande communiste.

Le salarié doit être résigné à son sort. La fonction sociale d'exploiteur du travail exige que le bourgeois propage la religion chrétienne, prêchant l'humilité et la soumission à Dieu qui élit les maîtres et désigne les serviteurs, et qu'il complète les enseignements du christianisme par les principes éternels de la démocratie.

Paul LAFARGUE

CAMARADES

INSCRIVEZ-VOUS DES
MAINTENANT AU

3^e VOYAGE EN U.R.S.S.

organisé par la Section Universitaire de la Société pour les Relations Culturelles entre la Belgique et l'URSS

DEPART : BRUXELLES 10 AOUT. — RETOUR : 30 AOUT

Prix : 2,450 francs

UNE CROISIÈRE UNIQUE

12 JOURS EN U. R. S. S.

5 JOURS EN MER

LENINGRAD

VISITE DE LONDRES.

MOSCOU, KHARKOV

VARSOVIE, BERLIN.

ET KIEV

Inscriptions et Renseignements : 6, Rue d'Assaut. — BRUXELLES